

Le rapport d'activité des services de l'Etat en 2008 et ses annexes ont hélas été distribués le matin même de son intervention. En voici quelques éléments :

## La sécurité

### 1- La sécurité publique :

Le Préfet l'affirme, le département des Alpes-Maritimes est aujourd'hui un département sûr. Selon le rapport des services de l'Etat :

Depuis 2002, la délinquance a diminué de 10.88 %.

L'objectif de baisse de 3 % des faits constatés en 2008 est atteint. Il reste cependant quelques difficultés :

Sécurité routière : le Préfet a rappelé que le nombre d'accidents corporels et de blessés diminue mais souligne que le nombre de piétons et d'usagers de cyclomoteurs augmente et représente 58 % des tués, contre 75 % en 2007.

On remarque également dans le rapport d'activité quelques points :

- la délinquance économique et financière (escroquerie, abus de confiance,..) est en forte hausse en 2008 (+ 8 %)
- la recrudescence des atteintes à l'intégrité physique (+3.5 %) principalement due à l'augmentation des coups et blessures volontaires (+14.60%), répercutant la forte hausse des déclarations des violences conjugales.
- La hausse des vols à main armées (+3.13 %) et forte augmentation des règlements de compte entre malfaiteurs 3 cas (+200 %)
- Les violences sexuelles diminuent de 3.19 %

Sur la répartition géographique de la délinquance :

- En zone police : baisse dans toutes les circonscriptions, à l'exception de Nice où elle augmente légèrement (+0.15 %)
- En zone gendarmerie : elle diminue dans 2 compagnies sur 5 : Elle baisse à Grasse et à Menton, elle augmente dans les compagnies de Nice (+1.35), Cannes (+3.98), et Puget-Théniers (+34.14 %) due à l'augmentation de la délinquance dans les stations de sport d'hiver.
- La délinquance de proximité diminue très largement en zone gendarmerie, à l'exception de celle de Nice où est enregistrée une hausse limitée (+0.79 %)

Dans « autres activités des services » : les services de sécurité ont du prendre en charge 48 visites et manifestations officielles, soit une hausse de 50% par rapport à 2007 essentiellement liée à l'UPE.

### 2 - La sécurité civile

Les risques d'inondation : le PPRI (Plan de Prévention des Risques d'Inondation) sera mis à l'enquête au printemps 2010. Il pourra ainsi prendre en compte les effets des travaux réalisés dans le cadre du PAPI (programmes d'actions de prévention des inondations).

Les risques d'incendies : 7 PPRif (Plan de Prévention des Risques d'Incendie de forêt) ont été approuvés sur la zone littorale ouest et 4 enquêtes publiques sont lancées portant sur 4 projets sur la même zone (Grasse, Mouans-Sartoux, La Roquette sur Siagne, Roquefort les Pins)  
Après de longues négociations, Le règlement type des PPRif a été modifié en 2008 pour permettre la reconstruction après une éventuelle destruction par l'incendie

## Développement et aménagement durable des Alpes-Maritimes.

### 1 - L'évaluation de la DTA Directive Territoriale d'Aménagement :

Le rapport du préfet nous apprend que le travail d'évaluation lancé en 2007 est achevé. Le diagnostic de la DTA conduit à noter une aggravation des tendances négatives que la DTA devait enrayer.

L'étude fait apparaître :

- Une croissance démographique conforme aux prévisions basses de l'INSEE sauf dans le moyen pays où elle est orientée à la hausse
- Une poursuite importante de développement résidentiel et économique en périphérie, au bénéfice des résidences individuelles, et donc contraire à l'orientation de la DTA,
- Une insuffisante diversification et une fragilisation de l'économie « hautes technologies »
- Une hausse continue du trafic routier et la saturation des infrastructures, alors que la DTA envisage sa stabilisation grâce à la réalisation d'un réseau maillé de transport collectif,
- Par ailleurs, la métropole, concerne à présent, autant l'est du département du Var et Monaco (voire Vintimille), que la bande côtière, telle que définie dans la DTA.
- Les besoins de logement apparaissent sous-estimés par la DTA. Le parc existant s'avère par ailleurs en décalage durable avec les revenus de la population.

Le Préfet souligne que lorsque le projet de loi « Grenelle 2 » en cours d'examen et qui prévoit une DTA de développement durable dont le dispositif est assez différent des DTA actuelles sera voté, il faudra que tous les acteurs s'interrogent sur le devenir de la DTA aujourd'hui opposable... Affaire à suivre donc.

### 2 - L'OIN Opération d'Intérêt National de la plaine du Var :

Au-delà des grands projets envisagés\*, une étude doit permettre de définir précisément le schéma d'aménagement et de développement de cet espace stratégique.

\*(établissement de la connaissance du risque, inondation et programme d'action de prévention de ce risque, anticipation foncière par l'instauration de périmètre de ZAD, déplacement du marché d'intérêt national, ANRU des moulins, Pôle multimodal Saint Augustin, connexion LGV Paca, extension réseau tramway, projet de grand stade)

## Le maintien de la cohésion sociale

### 1 - Le logement

Le parc de logement au 1er janvier 2006 (INSEE DRE) : 513 000 résidences principales dont 54 % sont occupées par leur propriétaire, 34 % habitées par des locataires du parc privé, 7% abritent des locataires du parc social et 155 000 résidences secondaires (soit 23 % du parc de logement)

Le revenu moyen des ménages est de 27 763 € par an, légèrement inférieur au revenu moyen national, dans un contexte de vie chère notamment dans le domaine du logement. 70 % de la population pourrait prétendre à un logement social. 10 % de la population vit au dessous du seuil de pauvreté.

Production de logements sociaux :

L'offre réduite de logements sociaux (42 000, soit 8,2 % des résidences principales) et le très faible taux de rotation induit par le différentiel important, (environ de 1 à 3) entre le coût pour un ménage d'un logement social et celui d'un logement en accession ou en locatif libre, rendent l'accès de celui-ci particulièrement difficile.

Début 2008, on comptait plus de 30 000 demandes de logement sociale enregistrées, dont environ 17 000 réellement actives, à comparer aux 3 à 4 000 attributions prononcées en moyenne chaque année pour l'ensemble du parc social, dont 500 sur le contingent préfectoral.

L'objectif de production de logements (social et accession) pour 2008 était de 2 000 logements, il est de 3 600 logements en 2009.

La production de l'année 2008 sera en définitive de 1 418 logements. La résolution du problème du logement dans le département passe donc moins par la mise à disposition de crédits que par la

difficulté à mobiliser des terrains disponibles, en raison de leur rareté et de leur cherté, et à obtenir la pleine adhésion des élus, même si , sur ce dernier élément, de nets progrès ont été obtenus.

Sur l'application de la Loi SRU (20 % de logements sociaux)

Sur les 36 communes soumises à ce bilan, 21 ont fait l'objet d'un arrêté de carence majorant le prélèvement sur leur ressources pour les 3 années à venir. Le préfet n'écarte pas l'éventualité de sa substitution pour certaines d'entre elles.

## **2 - Cohésion sociale :**

Le département des Alpes-Maritimes présente une part importante de la population résidente, avec des revenus moyens, voire précarisés (emploi à temps partiel, taux de chômage en augmentation, taux le plus élevé de la région de la population bénéficiant de l'allocation aux adultes handicapés, avec un coût du logement très élevé et une offre de logements sociaux insuffisante, qui accroissent les risques sociaux et les difficultés de personnes concernées.

Il existe un contraste très fort entre des zones caractérisées par la richesse des habitants, et des quartiers, en zone urbaine sensible... L'ensemble des villes et des quartiers classés en secteur sensibles, au sens de la politique de la ville, représente environ le 20% de la population du département. Cette situation très contrastée est facteur de tensions sociales.

## **3 - Jeunesse :**

La population du département est extrêmement jeune au regard des moyennes nationales. La natalité élevée fait des Alpes Maritimes un des départements les plus natalistes de France. Aujourd'hui 15,6 % de la population a moins de 20 ans.

Ces données justifient une action spécifique des pouvoirs publics pour encourager le développement d'action pour la jeunesse.

## **4 - Accueil des gens du voyage**

Le premier schéma date de 1998 sous l'empire de la loi de 1990, réactualisé en 2002 dans le cadre de l'application de la loi de 2000.

Le schéma actuel prévoit 970 à 1.310 places réparties entre 28 communes concernées par la loi. Durant la période couverte par ces 2 schémas, seuls deux aires d'accueil ont été ouvertes : Antibes en 1997 (40 Places) et celle de Nice en 2008 (50 places). Aucun EPCI n'a pris la compétence en la matière.

Le projet de schéma actualisé pour la période 2008-2014, prévoit de 840 à 1.180 places...

## **Soutien aux entreprises et à l'emploi**

### **1 - Chômage :**

Le chômage est reparti à la hausse à partir d'octobre 2008, dans des proportions (+18,7% sur une année) plus fortes qu'en région PACA (+13,2 %) et qu'en France (+16,2 %).

D'autres indices se dégradent : nombre de permis de construire (réduction de près de 50 %), des cartes grises, y compris des véhicules d'occasion, augmentation des dossiers de surendettement, forte réduction (-20,6 %) du nombre de nuitées d'hôtels et du nombre de passagers de l'aéroport de Nice (-12,1 %).

### **2 - Relance des contrats aidés**

Les circulaires ministérielles invitaient les services à favoriser les contrats du secteur marchand et à ralentir fortement le rythme des entrées dans le secteur non marchand.

Dans ce contexte, la conclusion des contrats CAE a été stoppée sur les mois de juillet et août 2008. Le ralentissement de la croissance en juillet 2008 a conduit l'état à déployer des contrats aidés supplémentaires au cours de l'été.

Les enveloppes départementales ont été connues début septembre et l'arrêt de la conclusion des CAE dans l'Éducation Nationale a fortement impacté la baisse de la consommation observée dans les Alpes-Maritimes.

Un plan de relance a été initié et a permis de conclure 4 507 CAE.

### **3 - Soutien aux entreprises**

#### **Les pôles de compétitivité**

Les Alpes-Maritimes sont concernées par 8 pôles PACA. Après l'audit conduit au plan national durant l'été 2008, six pôles ont atteint les objectifs : Pititec, Orphème, Pégase, Merc et SCS) un pôle a atteint partiellement les objectifs (Risques), et un pôle pourrait tirer profit d'une reconfiguration (PASS).

#### **Sophia-Antipolis**

Actuellement 35 000 personnes travaillent, étudient et pour certains vivent sur Sophia. Chacun s'accorde à penser que les éléments qui ont nourri le succès de Sophia en termes d'aménagement et de commercialisation, ne sont plus suffisants pour assurer, à l'avenir, son développement, ni surtout sa pérennité.

La politique des pôles de compétitivité et les obstacles au développement que représentent l'absence de transports en commun fiables et éloignement des bassins de logements ., doivent être mieux intégrés à son modèle de développement.

#### **La métropolisation :**

Il faut mentionner les opérations qui s'inscrivent spécialement dans la dynamique de la constitution de la métropole azuréeenne.

- Musée Cocteau à Menton
- Extension du palais des festivals à Cannes
- Études de la LGV

Quelques autres informations intéressantes dans le rapport annexe :

#### **On notera un effort de transparence** des services de l'Etat :

Pour chaque Direction, on dispose des effectifs (hélas pas toujours déclinés en équivalent temps plein ETP), des moyens logistiques et notamment du nombre de véhicules de services :

**Préfecture et sous Préfecture** : 458 agents (dont 71 en sous-préfecture), 24 véhicules de fonctions pour la Préfecture et 4 pour la sous-préfecture.

En 2008 :

- 17 293 titres de séjours définitifs ont été délivrés mais aucune donnée n'est fournie sur le nombre de reconduite à la frontière...
- Nombre de recours à la force publique (logement) : 676 à Nice et 442 à Grasse

**(DDE) l'Équipement** : 382 agents, 85 véhicules

Droit au logement opposable (**DALO**) en 2008 4.7% de demandes satisfaites...

**Sur 805 demandes** reçues, 131 ont reçu une décision favorable (dont 122 pour un accès à un logement et 9 pour de l'hébergement)

Finalelement :

Sur 64 logements proposés, on compte **34 entrées effectives dans les lieux**

Sur 9 places d'hébergement proposées, **4 ont été** acceptées

**(DDAF) Agriculture et Forêt** : 46 agents, 13 véhicules

**(DDASS) Affaires Sanitaires et Sociales** : 121.9 agents, 15 véhicules

86 plaintes traitées concernant 66 établissements pour personnes âgées.

**(DDTEFP) Travail Emploi** : 115 agents correspondants à 110.8 ETP, 14 véhicules de services

Éducation : demandes de dérogations de la carte scolaire

Collège : sur 1470 demandes, 1064 accordées (72 %)

Lycées : sur 440 demandes, 267 accordées (60%)

Élèves Handicapés : 729 scolarisés dans des classes d'intégration spéciale (CLIS) et 286 dans des unités pédagogiques d'intégration (UPI), 736 en classe ordinaires avec suivi individualisé.

15 318 bourses accordées

**(DDSP) Sécurité Publique** : 1883 agents en 2008. Ils étaient 1990 en 2001. Soit une baisse de 107 agents.